

---

**CNT****CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL**CNT Nantes c/o B17, 17 rue Paul Bellamy, 44000 Nantes  
interco44@cnt-f.org - <http://cnt-f.org/ulnantes>

---

**Communiqué de presse****Nantes, le 02 novembre 2018**

## **Solidarité avec les exilé·e·s et collectifs de soutien !**

### **Une succession d'expulsions depuis l'été**

Au cours de l'été, 500 personnes ont posé leurs tentes dans des conditions très difficiles pendant plusieurs mois au square Daviais. Durant toute cette occupation, les menaces d'expulsion ont été permanentes, et une expulsion a bien eu lieu avant que les personnes ne retournent s'installer sur place (et bien sûr après que la flicaille ait détruit et confisqué leur matériel de survie). Aujourd'hui, cet espace a été complètement évacué.

- Jeudi 4 octobre à Nantes, ce sont environ 200 personnes exilées qui ont été expulsées de l'ex-EHPAD Bréa, rue Maurice Sibille à Nantes. Parmi ces 200 personnes beaucoup sont dublinées, sous le coup d'une Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF), sans papiers ou du moins sans les bons papiers, ou en cours de procédure de demande d'asile.
- Jeudi 11 octobre : Tôt le matin, à Nantes, les flics expulsent le squat de la carterie. Des exilé·e·s y vivaient depuis le mois de mai.
- Jeudi 25 octobre : expulsion du square de Vertais à Mangin

Toutes ces expulsions succèdent à une longue série d'autres expulsions. Au cours de tous ces mois, les contrôles au faciès n'ont fait que se renforcer tout comme l'indécence des pouvoirs publics, la mairie et la préfecture se renvoyant continuellement la responsabilité, chacune accusant l'autre d'avoir injustement expulsé. Depuis 4 ans, la maire de Nantes, Johanna Rolland, mène la même politique et rend invivable la situation des exilé·e·s. Récemment enfarinée, elle a pourtant eu le CRAN de défendre son absence d'action, l'estimant à 4 millions d'euros. Mais il est vrai, on l'a constaté à la ZAD, que l'intervention policière coûte cher.

### **La répression comme unique réponse**

Depuis la nuit de vendredi à samedi 27 octobre, une partie des exilé·e·s occupe un gymnase désaffecté du quartier Beauséjour, appartenant au diocèse, à Saint-Herblain. Les menaces d'expulsion de la mairie sont toujours fortes, malgré la volonté affichée du diocèse de laisser le lieu à disposition et ce depuis le mois de septembre. La mairie continue ainsi à refuser de fournir un accueil digne à ces quelques centaines de personnes, malgré la présence de bâtiments vides en grand nombre dans toute la ville et l'envie d'aider d'un grand nombre de Nantais·es.

### **Première, deuxième, troisième génération, nous sommes tou·te·s des enfant·e·s d'immigré·e·s !**

La constitution de la population occupant actuellement le territoire français s'est faite sur des générations et grâce à un nombre incalculable de migrations. Pourtant, depuis plus d'une centaine d'années, les discours identitaires sont de plus en plus fréquents et de plus en plus violents à l'égard des étrangers arrivant en France. De même, les politiques publiques se polarisent de plus en plus sur le « problème » de l'immigration et sur la stigmatisation de l'étranger. Cela conduit à anéantir l'action sociale de l'état qui n'existe plus que par une politique répressive d'enfermements, de

contrôles policiers et d'expulsions. On retrouve ainsi dans tous les domaines publics cette réponse aux conflits sociaux : augmentation du nombre de flics et durcissement des peines. Les personnes les plus vulnérables face à ces politiques sont aujourd'hui les exilé·e·s, chassé·e·s de tous les lieux qu'ils occupent, les uns après les autres. Le seul soutien qu'ils reçoivent vient de collectifs et d'associations (L'Autre Cantine, le Gasprom, le CRAN, le MRAP, le Collectif des Hébergeurs Solidaires...) dont l'action vient pallier celle des pouvoirs publics. L'état et la mairie ne cherchent, quant à eux, à apporter aucune solution pérenne, digne et respectueuse des droits de l'homme. Leur politique de la terre brûlée constitue, de fait, une entrave à la solidarité, une mise en danger des exilé·e·s et des personnes qui leur viennent en aide. L'action de ces groupes prouve l'inutilité de l'état et son inefficacité ! Il n'y a pas de « crise » migratoire, juste une absence de vision et de volonté politiques, un indicible vide d'humanité des politiques publiques à Nantes, voire un clientélisme de la mairie qui ne veut pas se mettre à dos son électorat bourgeois. L'état et les médias déshumanisent les exilé·e·s, les réduisant à un état de demandeur·se·s d'asile et leur ôtant de fait toute capacité d'action. Cette situation, découlant d'un vieux relent raciste et colonialiste, assigne alors aux personnes une identité de migrant. La preuve est faite que l'action directe et l'autogestion, par l'intégration des premier·e·s concerné·e·s dans les luttes, sont les seuls moyens d'aider durablement les exilé·e·s.

**À l'approche de l'hiver et l'arrivée du froid, la CNT (UL Nantes) tient à apporter son total soutien à toutes les personnes victimes de la politique répressive publique et à toutes celles qui s'organisent pour les aider.**